

une rencontre sur le Sahara en présence d'une délégation du Polisario. Cette initiative très contestée et pour le moins contestable a été, dès son annonce, jugée « inappropriée » par le député Axel Poniatowski (UMP) et qualifiée de « cavalière » par la députée Marietta Karamanli (PS). Ainsi, et pour la énième fois, le Polisario est échec et mat.

Un débat sur mesure, à sens unique

Le député est le représentant de la Nation tout entière. A l'Assemblée nationale il « agit et parle au nom de l'intérêt général et non pas au nom d'un parti politique, d'un groupe d'intérêt ou d'une région ».

Partant de ces principes fondamentaux une première question s'impose : L'organisation par un député d'une rencontre à l'Assemblée Nationale au profit d'un groupe de séparatistes est-elle une initiative qui sert l'intérêt général ou qui privilégie l'intérêt partisan ?

A priori, Jean Paul Lecoq en sa qualité de Maire de Gonfreville l'Orcher est libre d'inviter à sa Mairie de la banlieue havraise qui il veut, même des séparatistes. Personne ne verrait quoique soit à redire, sauf ses électeurs. Mais, inviter en sa qualité de député des séparatistes du Polisario à une rencontre organisée à l'Assemblée Nationale, lieu par excellence de la démocratie française, voilà une « bévue » qu'il aura du mal à faire oublier de sitôt.

Comble de l'ironie et de la désinvolture, Mr J.P Lecoq a offert aux séparatistes un débat sur mesure où les règles les plus élémentaires de courtoisie, d'objectivité et de bienséance qu'impose tout débat démocratique ont été superbement ignorées. Soupçonnés de sympathie avec le Maroc des journalistes, des observateurs, des responsables d'ONG et des universitaires, invités officiellement à participer aux débats, ont été insultés et bousculés sans ménagement à l'entrée de la salle de réunion. Ceux qui ont réussi à déjouer la surveillance ont vu leur matériel (cassettes, micros) dégradé et leur travail contrarié.

Et comme si cette attitude anti-démocratique ne suffisait pas à garantir aux séparatistes du Polisario un débat sur mesure, les organisateurs ont tout mis en œuvre pour verrouiller les débats. Ces derniers n'ont pas tardé à prendre dès leur ouverture une orientation tendancieuse et une direction unique sous la forme d'une suite d'interventions monocordes faites de contres vérités manifestes, qui se caractérisent par un manque d'objectivité flagrant et une méconnaissance profonde du dossier du Sahara.

Ce semblant de débat et ces interventions théâtralisées se sont déroulés sous l'œil vigilant et inquisiteur de Mr Pierre Galand, député Belge, qui s'est chargé de censurer les questions écrites contradictoires et de décourager les orateurs (les traitant d'agents du gouvernement marocain) qui ne partageaient pas la façon dont les débats étaient menés.

C'est finalement à une démonstration étrange et à une conception très particulière de la diversité, de la courtoisie et de la liberté d'expression que les participants ont été conviés.

Est-ce cela la « façon moderne et ouverte de militer » dont s'est vanté le député Jean-Paul Lecoq au soir de sa victoire aux élections législatives de juin 2007 ? « Nos adversaires ont tenté de ressortir les clichés anticomunistes. On a fait la démonstration (...) que nous pouvions être communistes et rassembleurs de gens différents » a affirmé Mr Lecoq à l'occasion d'un entretien accordé au Journal communiste l'Humanité (entretien réalisé par Ludovic Tomas le 19 juin 2007). « Le PCF d'aujourd'hui, a une façon moderne et ouverte de militer, d'agir avec la population dans sa diversité » a-t-il poursuivi.

Un an plus tard, jour pour jour, Mr le député J.P Lecoq a fait tout le contraire de ce qu'il annonçait le jour de son élection à la députation. Il reçoit le 19 juin 2008 à grand renfort de publicité les membres d'une organisation séparatiste, le Polisario, dont MM Mahfoud Ali Beiba et Mohamed Sidati, mais interdit formellement à la partie adverse, aux « marocains », l'accès à la salle de réunion.

Ce qui au fond a rendu la situation malaisée, pour ne pas dire malsaine, c'est le fait de voir ce 19 juin des députés tels que MM François Loncle, Yves Cochet, Jacqueline Fraysse, Patrick Braouzec, Daniel Paul, servir de caution et d'alibi à une pareille opération de pure propagande politique. Le zèle dont a fait preuve à l'occasion de cette rencontre Pierre Galland n'a fait que confirmer cette hostilité systématique aux thèses marocaines et montrer une méconnaissance manifeste d'un dossier complexe dont la résolution nécessite une approche plus pragmatique et plus sérieuse.

Une attitude de pyromane

En réalité, l'initiative du député communiste Jean-Paul Lecoq pose plus d'interrogations qu'elle n'apporte de réponses. Certains députés la considèrent à juste titre comme « cavalière » et « inappropriée » et des journalistes la qualifient de non-événement. Mais, ce n'est pas une raison suffisante pour accorder au député communiste (ou à Pierre Galand) une quelconque circonstance atténuante car son initiative est dangereuse et à ce titre condamnable.

Mr Le député Jean Paul Lecoq en favorisant des thèses séparatistes et radicales et en offrant une telle tribune à ces mêmes séparatistes, joue le rôle d'un pompier pyromane qui jette de l'huile sur le feu tout en sonnant le tocsin...

En faisant siennes leurs thèses, en les accueillant à l'Assemblée Nationale il souffle en effet sur les braises et sème les graines de la tension dans une région, le Grand Maghreb, qui a besoin de stabilité, d'union et de paix pour réussir son intégration régionale et relever les défis que lui imposent aujourd'hui le projet de l'Union pour la Méditerranée et la mondialisation galopante..

Il n'est donc pas inutile de s'interroger sur les vraies raisons qui l'ont conduit à organiser une telle rencontre dans une enceinte parlementaire.

Que cherche-t-il vraiment à prouver ?

Se refaire une santé politique, se donner une stature de « révolutionnaire » sur le dos d'un dossier complexe qui grâce aux initiatives et aux efforts du Maroc se trouvent aujourd'hui dans une phase plus positive ?

Cherche t-il à donner à des séparatistes aux abois une légitimité internationale ?

Pourquoi n'a-t-il pas permis aux adversaires des thèses séparatistes de questionner MM Mahfoud Ali Beiba et Mohamed Sidati, sur le sort des familles séquestrées dans les camps qu'ils dirigent ou sur le drame des enfants envoyés à Cuba comme le montre le rapport annuel 2008 du Comité américain pour les réfugiés et les immigrés (USCRI) ?

Le député Jean Paul Lecoq s'est-il inquiété, ne serait ce-que quelques instants au cours de cette rencontre, du problème du détournement de l'aide alimentaire internationale à des fins mercantiles et du danger que représentent les trafics de tout genre qui sévissent dans les zones contrôlées par le Polisario ?

A-t-il demandé, même en aparté, à Mahfoud Ali Beiba et Mohamed Sidati, des comptes sur leur responsabilité dans les violations des droits humains de milliers de familles retenues contre leur gré à Tindouf et empêchées de retourner à leur mère patrie le Maroc ?

De quelle légitimité ces mêmes Mahfoud Ali Beiba, Mohamed Sidati et consorts se sont-ils proclamés pour venir à l'Assemblée Nationale, lieu par excellence de la représentation française, pour parler au nom du « peuple sahraoui » qu'ils oppriment et affament depuis trois décennies ?

Rien de tout cela n'a été dit ou suggéré au cours des débats organisés par Mr Jean Paul Lecoq et verrouillés par Pierre Galand ce 19 juin à l'Assemblée Nationale.

La vérité c'est que ces personnes auxquelles le député communiste a offert une tribune prestigieuse ne représentent qu'elles mêmes. Leurs ordres, leurs soldes et leurs missions, ils les tiennent et les reçoivent d'ailleurs, des terres algériennes.

La vérité c'est que l'initiative marocaine d'octroyer aux provinces du Sud marocain une large autonomie a déjoué tous les plans des séparatistes du Polisario et leurs alliés.

La vérité c'est que le camp des séparatistes se fissure chaque jour un peu plus et que de nombreux membres du Polisario ont regagné ou tentent de retrouver leur mère patrie.

Par conséquent, les parlementaires qui ont cautionné la présence d'une délégation du Polisario à l'Assemblée Nationale devront assumer un jour, devant l'opinion publique française d'abord, les conséquences politiques de leur initiative malheureuse et de leur « bévue »

Écrit par

Mardi, 08 Juillet 2008 02:39 -

incroyable.

Ces mêmes parlementaires et à leur tête Mr Lecoq qui déclare le 19 juin 2007 « agir avec la population dans sa diversité » ont aujourd'hui une obligation morale à l'égard de tous ceux, universitaires, journalistes, observateurs et responsables d'ONG qui ont été maltraités et empêchés d'assister à la rencontre du 19 juin 2008. La moindre des politesses serait de leur accorder un droit de réponse dans la même enceinte parlementaire.

Il n'est jamais trop tard pour bien faire et une faute avouée est à moitié pardonnée.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)